RAPPORT 2015 SUR LES DROITS DE L'HOMME - BÉNIN

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La République du Bénin est une démocratie parlementaire constitutionnelle stable. En 2011, le président Thomas Boni Yayi a été élu pour un second et dernier quinquennat dans le cadre d'une élection multipartite. Le 26 avril, lors des élections législatives, la coalition soutenant le président Boni Yayi, les Forces cauris pour un Bénin émergent, a obtenu 33 des 83 sièges de l'Assemblée nationale et cette coalition s'est alliée avec quatre candidats indépendant pour détenir un total de 37 sièges (soit une baisse par rapport aux 41 de la législature précédente). Les observateurs internationaux ont considéré ces élections généralement libres, équitables et transparentes. Les autorités civiles ont, dans l'ensemble, conservé un contrôle efficace des forces de sécurité.

Parmi les principaux problèmes en matière de droits de l'homme ont notamment figuré l'usage d'une force excessive par la police, la violence et les discriminations à l'encontre des femmes et des filles, y compris les mutilations génitales féminines et l'excision (MGF/E), et les conditions carcérales très dures.

D'autres problèmes relatifs aux droits de l'homme comprenaient les arrestations et les détentions arbitraires, les détentions provisoires prolongées, la maltraitance des femmes et des enfants, notamment le harcèlement sexuel, l'exploitation sexuelle d'enfants, les mariages précoces et forcés et l'infanticide, la traite de personnes, la discrimination à l'encontre des personnes handicapées, les violences commises par des groupes d'autodéfense et le travail des enfants.

Malgré les efforts entrepris par le gouvernement pour lutter contre la corruption et les abus, notamment sous la forme de poursuites et de sanctions contre des responsables officiels, certains d'entre eux se sont parfois livrés à des pratiques corrompues en toute impunité.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Selon certains rapports, les pouvoirs publics ou leurs agents auraient procédé à des exécutions arbitraires ou illégales sous couvert d'actes de légitime défense.

En décembre 2014, Hounkpatin Urbain, un policier, a tué par balles Axel Mitchodjèhoun, un lycéen de 18 ans, et blessé un de ses amis à Akpakpa, un quartier de Cotonou. La police a affirmé que les deux jeunes avaient tiré sur des agents qui cherchaient à les arrêter pour excès de vitesse et parce qu'ils étaient soupçonnés d'avoir volé la moto d'un officier de l'armée cette même nuit. Des témoins ont déclaré que les deux jeunes revenaient d'une soirée quand la police les a arrêtés. Le 28 janvier, le policier responsable a été arrêté et deux de ses collègues ont été mis sous contrôle judiciaire pendant la phase de l'enquête. Le gouvernement a présenté ses excuses à la famille de la victime.

b. Disparitions.

Aucune disparition pour des motifs politiques n'a été signalée.

c. Torture et autres châtements ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La Constitution et la loi interdisent ces pratiques, mais de tels incidents se sont produits.

Le 11 juillet, à Cotonou, un caporal de la Garde présidentielle, Chabi-Do Sèni, a déshabillé cinq jeunes filles, les a attachées à un arbre et rouées de coups parce que l'amie du caporal qui était elle-même propriétaire d'un restaurant où travaillaient les jeunes filles soupçonnait celles-ci de lui avoir volé 500 000 francs CFA (867 dollars É.-U.). Après un examen de l'incident, le président a ordonné la radiation du caporal des forces armées ; il a ensuite été arrêté, de même que la propriétaire du restaurant, et déféré au tribunal de Cotonou pour les poursuites judiciaires. Ces deux personnes n'avaient pas été jugées à la fin de l'année.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions dans les prisons ont continué d'être dures et délétères en raison de la nourriture inadéquate, de la surpopulation carcérale et du manque d'hygiène et de soins médicaux.

Conditions matérielles : La surpopulation carcérale et le manque d'infrastructures sanitaires et médicales adéquates constituaient un risque pour la santé des prisonniers. Selon un rapport de 2010 du médiateur de la République sur les conditions dans les neuf prisons civiles, les prisons étaient surpeuplées, et la malnutrition et les maladies y étaient fréquentes. Des décès se sont produits en

raison du manque de soins médicaux, de la négligence et de la mauvaise ventilation dans des cellules exiguës et surpeuplées. Huit des neuf prisons civiles étaient remplies bien au-delà de leur capacité ; une étude du ministère de la Justice publiée pendant l'année a indiqué que le nombre des prisonniers était de près de quatre fois la capacité. L'éclairage était inadéquat. Certains prisonniers souffraient de maladies mentales. Selon les autorités, la population carcérale totale (y compris les personnes en détention provisoire, les prisonniers dont l'affaire avait été renvoyée et les prisonniers condamnés) en 2012 était de 7 247. Les personnes en détention provisoire et les prisonniers dont l'affaire avait été renvoyée représentaient 74,9 % de la population carcérale totale. Ces chiffres n'incluaient pas les personnes détenues dans les cellules des commissariats de police, les centres de détention et les prisons militaires. Selon les chiffres du Centre international d'études pénitentiaires pour 2012, les prisonnières et les mineurs représentaient 5 % et 2,1 % respectivement de la population carcérale.

Des mineurs étaient parfois incarcérés avec des adultes et des prisonniers en détention provisoire étaient détenus avec des condamnés, bien que ce ne soit pas avec les prisonniers les plus violents.

Administration : Les autorités n'ont pas eu recours à des peines de substitution pour les délinquants non violents. Il n'existait pas de système officiel pour déposer des plaintes auprès des autorités judiciaires sans être soumis à la censure. Le ministre de la Justice s'est rendu dans chacune des dix prisons du pays pour y observer les conditions pendant l'année.

Surveillance indépendante : Les pouvoirs publics ont autorisé les visites des prisons par des observateurs de la situation des droits de l'homme. Des groupes religieux et des organisations non gouvernementales (ONG) ont continué de visiter les prisons, bien que certaines ONG se soient plaintes du fait que les autorisations n'étaient pas systématiquement octroyées lorsqu'elles demandaient la permission de faire des visites. Les organisations qui se sont rendues dans les prisons comprenaient la section locale de Prison Fellowship, Caritas, la Fraternité des prisons, l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, l'Agence française de développement, l'Union européenne, le Rotaract (Rotary International) et Prisonniers sans frontières.

Améliorations : Pour réduire la surpopulation, les autorités ont transféré 2 500 prisonniers de la prison centrale de Cotonou dans la nouvelle prison d'Abomey-Calavi, à la périphérie de Cotonou. Par ailleurs, les autorités ont terminé la construction de la nouvelle prison d'Abomey, dans la région centrale du pays, et

poursuivi la construction de prisons à Parakou et Savalou, ainsi que la restauration des prisons de Cotonou, Porto-Novo, Akpro-Misséréfé, Lokossa et Kandi. Elles ont également fourni 300 lits de plus à la prison d'Abomey-Calavi.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires, mais les forces de sécurité n'ont pas toujours respecté ces interdictions.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La police, qui relève du ministère de l'Intérieur, a pour principale responsabilité de faire respecter la loi et de maintenir l'ordre dans les zones urbaines ; la gendarmerie, qui relève du ministère de la Défense, remplit les mêmes fonctions dans les zones rurales.

Les policiers étaient mal équipés et peu formés. Les pouvoirs publics ont continué de chercher à remédier à ces problèmes en construisant plus de postes de police et en modernisant le matériel ; néanmoins, des problèmes ont persisté.

L'impunité était un problème. Des policiers qui commettaient des exactions étaient rarement punis et ils étaient parfois protégés par les hauts responsables de la police, ce qui a poussé le président à s'occuper personnellement du règlement de plusieurs affaires d'exactions commises par les forces de sécurité. Des particuliers peuvent déposer des plaintes concernant des exactions de la police auprès de la direction de la police, des tribunaux inférieurs, du médiateur de la République ou de la Cour constitutionnelle. La division des enquêtes de l'Inspection générale de la police nationale est responsable d'enquêter sur les affaires graves, délicates et complexes impliquant du personnel de la police. La mission de la division des enquêtes est de mener des enquêtes administratives et judiciaires impliquant la police et de proposer des mesures disciplinaires au directeur de la police nationale.

Des conseils de discipline militaires traitent des délits mineurs commis par les membres des forces armées. Ces conseils n'ont aucune compétence à l'égard des civils. Étant donné que le Bénin n'a pas de tribunal militaire, ce sont les tribunaux civils qui s'occupent des crimes graves impliquant des membres de la gendarmerie et des forces armées.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

La Constitution requiert un mandat d'arrêt fondé sur des preuves suffisantes et émis par un représentant officiel dûment autorisé et elle exige une audience devant un magistrat dans les 48 heures, mais ces dispositions n'ont pas toujours été observées. Après avoir interrogé un détenu, le juge a 24 heures pour décider soit de prolonger la détention, soit de libérer l'individu. En cas de circonstances exceptionnelles ou d'arrestations concernant des drogues illicites, y compris des stupéfiants, le magistrat peut autoriser une détention de plus de 72 heures, qui ne doit pas dépasser huit jours de plus. Les mandats autorisant la détention provisoire étaient valables pour six mois et pouvaient être renouvelés tous les six mois, jusqu'au procès. Les détenus ont le droit d'obtenir une détermination judiciaire rapide de la légalité de la détention, ce qui a généralement été respecté. Ils ont été informés sans délai des accusations portées contre eux. En attendant la décision du juge, les accusés peuvent demander leur libération sous caution ; toutefois, le procureur général doit accéder à cette requête. Ils ont également le droit de prendre rapidement contact avec un avocat après avoir comparu devant un juge, ce qui, dans l'ensemble, a également été respecté par les autorités. Ils ont le droit de recevoir des visites de leur famille. Dans les affaires pénales, le gouvernement a fourni un avocat aux prévenus indigents. Les suspects n'ont pas été détenus au secret ou assignés à résidence.

Selon des rapports dignes de foi, des gendarmes et des policiers auraient souvent dépassé la limite légale des 48 heures de garde à vue, parfois pendant jusqu'à une semaine. Les autorités ont souvent utilisé la pratique consistant à tenir indéfiniment une personne « à la disposition » du procureur avant de présenter le dossier à un magistrat.

Arrestations arbitraires : Il y a eu des arrestations et des détentions arbitraires. Le 20 février, un juge du tribunal de Porto-Novo a ordonné la libération immédiate d'un accusé qui avait purgé une peine de neuf ans de prison dans une affaire pénale. Le procureur n'a autorisé la libération du prisonnier que le 3 avril, ce qui a obligé celui-ci à passer un mois et demi de plus en prison. Celui-ci a déposé une plainte auprès de la Cour constitutionnelle. Le 20 août, celle-ci a statué que la poursuite de sa détention avait violé les dispositions de la Constitution relatives à la détention arbitraire.

Détention provisoire : Environ 75 % des personnes incarcérées étaient en détention provisoire. Selon un rapport du médiateur, la durée des détentions provisoires excessives variait de deux à onze ans. Des installations inadéquates, un personnel mal formé et des rôles surchargés ont retardé la bonne marche de l'administration de la justice. Le Code de procédure pénale de 2012 fixe la durée de détention

provisoire à un maximum de cinq ans pour les crimes et de trois ans pour les délits. Cependant, le gouvernement n'a pas encore pleinement appliqué ces dispositions. Le 4 juillet, la Cour d'assises de Cotonou a condamné un prévenu accusé d'avoir tué un assaillant dans une affaire de légitime défense à six mois de prison alors que l'accusé avait déjà passé cinq ans en prison en attendant son procès. La Cour a tenu compte de ces cinq ans pour ordonner la libération immédiate de l'accusé.

e. Déni de procès public équitable

La Constitution et la loi prévoient l'existence d'un pouvoir judiciaire indépendant, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté cette disposition. Les juges du parquet sont nommés par le gouvernement, ce qui les rend sensibles à l'influence de celui-ci ; cependant, il n'y a pas eu de cas où l'issue d'un procès semblait prédéterminée, et les autorités ont respecté les ordonnances des tribunaux. Le système judiciaire était aussi sujet à la corruption, bien que le gouvernement ait continué de mener d'importantes activités de lutte contre la corruption, qui ont compris la création en 2014 d'un organe indépendant, l'Autorité nationale de lutte contre la corruption, et la révocation et l'arrestation de responsables gouvernementaux qui auraient été impliqués dans des scandales de corruption.

Procédures applicables au déroulement des procès

La Constitution garantit le droit à un procès équitable, mais l'inefficacité et la corruption du système judiciaire ont entravé l'exercice de ce droit.

Le système judiciaire est fondé sur le droit civil français et le droit coutumier local. Un accusé bénéficie de la présomption d'innocence. Les accusés ont le droit d'être informés promptement et en détail des chefs d'accusation qui leur sont imputés, avec un service d'interprétation gratuit si besoin est. Les affaires pénales donnent lieu à des procès devant jury. Le prévenu a le droit d'être présent à son procès et d'être représenté par un avocat. Dans les affaires pénales, le tribunal fournit un avocat aux accusés indigents qui en font la demande. Cependant, des avocats commis d'office n'étaient pas toujours disponibles, surtout pour les affaires jugées dans les tribunaux du nord, étant donné que la plupart des avocats vivaient dans le sud du pays. Les prévenus ont le droit de disposer d'assez de temps et de conditions suffisantes pour préparer leur défense. Ils ont le droit de confronter les témoins à charge et d'avoir accès aux éléments de preuve détenus par le parquet. Ils ont le droit de présenter des témoins et des éléments de preuve à leur décharge. Ils ont également le droit de ne pas être obligés de témoigner ou d'avouer leur culpabilité. En cas de condamnations pénales, les accusés ont le droit d'interjeter

appel auprès de la Cour d'appel et de la Cour suprême, à la suite de quoi ils peuvent solliciter une grâce présidentielle. Les procès sont ouverts au public, mais, dans des circonstances exceptionnelles, le président du tribunal peut décider de restreindre l'accès afin de préserver l'ordre public ou de protéger les parties. Le gouvernement accorde les droits susmentionnés à tous les citoyens sans discrimination.

Prisonniers et détenus politiques

Aucun prisonnier ou détenu politique n'a été signalé.

Procédures et recours judiciaires au civil

L'appareil judiciaire a fait preuve d'indépendance dans les affaires civiles. Lorsque les recours administratifs ou informels échouent, tout citoyen peut porter plainte auprès de la Cour constitutionnelle en cas de violation présumée de droits de l'homme. Les décisions de la Cour constitutionnelle ne sont pas contraignantes pour les tribunaux, mais les citoyens peuvent les utiliser pour tenter des poursuites en justice à l'encontre des contrevenants auprès des tribunaux ordinaires. Les décisions des tribunaux, à l'exception de celles de la Cour constitutionnelle, peuvent faire l'objet d'appels auprès de la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

De tels actes sont interdits par la Constitution et la loi et les pouvoirs publics ont généralement respecté ces interdictions.

Section 2. Respect des libertés individuelles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

La Constitution garantit la liberté d'expression et la liberté de la presse et les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits.

Il existe un grand nombre de médias publics et privés, dont deux chaînes de télévision publiques et cinq privées, une station de radio publique et 50 privées et environ 175 journaux et périodiques. Un grand nombre d'entre eux critiquaient ouvertement les autorités, presque toujours en toute impunité.

Contrairement aux années précédentes, peu de sources ont indiqué que le gouvernement avait restreint la liberté de la presse.

Liberté de la presse et des médias : La presse était strictement réglementée, et le gouvernement considérait qu'il avait un rôle essentiel à jouer pour que la presse ne se comporte pas de manière « irresponsable » ou « déstabilisatrice ». La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) est une commission quasi gouvernementale dont les membres sont nommés par le président, les médias privés et l'Assemblée nationale. Son double rôle peut paraître par nature contradictoire, dans la mesure où il consiste à assurer la liberté de la presse tout en protégeant le pays de toute couverture médiatique incendiaire, irresponsable ou déstabilisatrice. Le 10 février, la HAAC a publié une décision obligeant les médias publics à donner librement aux partis politiques un temps égal de participation à leurs émissions pendant la période précédant les élections législatives d'avril. Bien que certains partis d'opposition, invoquant leur méfiance vis-à-vis de l'institution publique, aient décidé de ne pas tirer parti de cette décision, celle-ci a été respectée dans une large mesure.

En règle générale, le gouvernement répond à ceux qui l'accusent d'empiéter sur la liberté de la presse par des arguments affirmant le besoin d'appuyer la liberté de la presse tout en empêchant les activités de la presse qui pourraient menacer la stabilité du pays ou qui désinformeraient volontairement le public. Le 16 janvier, le gouvernement a publié une déclaration interdisant la réimpression et la distribution du numéro du 15 janvier du journal satirique français, *Charlie Hebdo*. La déclaration condamnait les attentats terroristes survenus en France tout en rappelant la responsabilité du gouvernement d'assurer la sécurité publique et le respect des principes religieux et des personnalités publiques.

Les médias indépendants ont été actifs et ont exprimé sans aucune restriction une grande variété d'opinions. Des publications ont critiqué le gouvernement librement et fréquemment. Une commission non gouvernementale de déontologie des médias a continué de censurer certains journalistes pour leur conduite contraire à la déontologie, par exemple pour avoir diffusé des informations mensongères ou inexacts, ou faisant l'objet d'un embargo par le gouvernement.

L'État était propriétaire et administrateur des médias les plus influents car il contrôlait la portée de transmission et l'infrastructure de radiodiffusion. Les radios et les chaînes de télévision privées avaient une couverture plus réduite à cause de

leurs équipements inadéquats et des bandes de fréquences limitées accordées par la HAAC.

La majeure partie de la population était analphabète, vivait dans des régions rurales et s'informait en général par la radio. L'Office de radiodiffusion et télévision du Bénin (ORTB), une société publique, émettait en français et dans 18 langues locales.

Censure ou restrictions concernant le contenu : Certains journalistes ont pratiqué l'autocensure parce qu'ils étaient redevables envers les responsables gouvernementaux qui leur avaient octroyé des contrats de service. D'autres pratiquaient l'autocensure parce qu'ils craignaient que le gouvernement suspende leurs médias. Au cours de l'année, la HAAC a tenu des audiences publiques sur des allégations de fautes professionnelles de médias. Elle a publiquement averti ceux-ci de ne pas publier d'informations sur des affaires judiciaires en cours devant un tribunal pénal car cela pourrait être interprété comme une tentative d'influencer les décisions du tribunal. Il était possible d'influencer le contenu et la couverture des médias en achetant la publication d'articles dans la presse. La HAAC a mis en garde les médias contre de telles pratiques.

Lois contre la diffamation écrite/verbale : Le 22 janvier, après des années de campagne par des associations professionnelles des médias, l'Assemblée nationale a adopté un nouveau code de la presse, le Code de l'information et de la communication, abrogeant le code précédent qui imposait des peines de prison dans le cas de certaines violations de la liberté d'expression. Ce nouveau code, promulgué par le président le 20 mars, rejette la possibilité de peines de prison pour les journalistes accusés de diffamation et de certaines autres infractions. Bien qu'il ne soit plus possible d'emprisonner les journalistes pour diffamation écrite et verbale, ceux-ci risquent d'être poursuivis en justice et condamnés à des amendes pour incitation au crime par l'intermédiaire de la presse.

Le 12 janvier, avant l'adoption du code, un journaliste de la chaîne de télévision publique (ORTB) a critiqué la décision du président de participer à un défilé à Paris contre le terrorisme. Il a également demandé au président de permettre la liberté de la presse et des débats politiques dans les médias publics. Par la suite, il n'a plus eu le droit de faire des émissions en direct. Des associations professionnelles des médias, des ONG et des groupes de spécialistes de la déontologie ont déclaré qu'il s'agissait d'une mesure de représailles. À la suite de manifestations par des syndicats et des ONG, le directeur de l'ORTB a affirmé que

la suspension du journaliste était conforme au règlement interne de son organisation, mais il l'a ensuite réintégré.

Actions visant à étendre la liberté de la presse : Le Code de l'information et de la communication est plus détaillé que le code précédent. Il donne aux journalistes la possibilité d'avoir davantage accès aux informations détenues par le gouvernement et prévoit des recours administratifs et judiciaires en cas de refus de l'accès à des informations publiques.

Liberté de l'usage d'Internet

Le gouvernement n'a pas limité ou perturbé l'accès à Internet ou censuré le contenu en ligne, et aucun rapport crédible n'a signalé qu'il surveillait les communications privées en ligne sans autorisation judiciaire appropriée. Selon l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste, 19 % de la population du pays utilisait Internet en 2014.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté de l'enseignement ou aux manifestations culturelles.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

La Constitution et la loi garantissent les libertés de réunion et d'association. Des autorisations sont exigées pour les manifestations et autres rassemblements publics. Le gouvernement a généralement respecté ces droits, bien que des groupes d'opposition aient cité des cas où ils n'ont pas demandé d'autorisations car ils ne pensaient pas les obtenir, mais il n'a pas été fait état de refus pour des raisons politiques.

Liberté de réunion

La Constitution et la loi garantissent la liberté de réunion et, en général, le gouvernement a respecté ce droit.

Le gouvernement exige l'obtention d'autorisations pour utiliser des lieux publics pour des manifestations et il les a généralement accordées. Les autorités ont parfois invoqué « l'ordre public » pour refuser de délivrer des autorisations demandées par des groupes d'opposition, des organisations de la société civile et des syndicats.

Le 6 mai, malgré l'interdiction des manifestations prononcées par le ministre de l'Intérieur avant les élections municipales prochaines, des dirigeants de l'opposition ont organisé une manifestation pour protester contre un incident survenu le 4 mai pendant lequel des gendarmes ont dispersé violemment des manifestants qui cherchaient à les empêcher d'exécuter une citation à comparaître concernant un politicien de l'opposition. La police a géré les foules pacifiquement et aucune violence n'a été signalée. Les chefs de la manifestation ont affirmé que le maire de Cotonou avait autorisé le défilé.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport sur la liberté de religion dans le monde* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/religiousfreedomreport/.

d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides

La Constitution et la loi garantissent la liberté de circulation à l'intérieur du pays, celle de se rendre à l'étranger, d'émigrer et de revenir au Bénin, et le gouvernement a généralement respecté ces droits.

Les autorités ont coopéré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires afin de venir en aide aux réfugiés et aux demandeurs d'asile.

Déplacements à l'intérieur du pays : La présence de policiers, gendarmes et barrages routiers illicites a gêné la circulation à l'intérieur du pays. Les autorités ont précisé que les barrages routiers étaient un moyen de faire respecter les règles concernant les douanes et la sécurité des véhicules, mais les policiers et les gendarmes forçaient les voyageurs à leur verser des pots-de-vin à de nombreux postes de contrôle. Le gouvernement a pris des mesures pour combattre ces pratiques de corruption aux barrages routiers, mais elles n'étaient pas toujours efficaces, et des extorsions se produisaient couramment.

Voyages à l'étranger : Dans le cadre de la poursuite de sa campagne contre la traite des personnes, le gouvernement a continué d'exiger que les mineurs effectuant des voyages à l'étranger soient munis de documents d'identité. Cette disposition n'a pas toujours été appliquée et la traite transfrontalière de mineurs s'est poursuivie.

La politique du gouvernement en matière de transhumance saisonnière du bétail a permis à des bergers nomades foulanis (peuls) d'autres pays d'entrer et de sortir librement ; le gouvernement n'a pas imposé le respect des points d'entrée désignés.

Protection des réfugiés

Droit d'asile : La loi prévoit l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié, et les pouvoirs publics ont mis en place un régime de protection des réfugiés. En septembre, il y avait 592 réfugiés et demandeurs d'asile au Bénin, comprenant des ressortissants de la République centrafricaine (397), de la Côte d'Ivoire (164), de l'Érythrée (4), de la République démocratique du Congo (2), de la Gambie (1), du Mali (8), du Pakistan (5), de la Somalie (1), du Sri Lanka (7), du Soudan (2) et de l'Irak (1). Les 592 réfugiés et demandeurs d'asile vivaient dans les villes de Cotonou, Ouidah, Porto-Novo et Parakou.

Solutions durables : Le gouvernement et le HCR ont continué de venir en aide aux anciens réfugiés et aux demandeurs d'asile pour obtenir des documents de leur pays d'origine tout en consolidant leur statut de résidents privilégiés. Le gouvernement a également continué de faciliter la naturalisation des réfugiés dans le cadre d'un effort d'intégration locale. Il a fait participer la société civile, les médias et les milieux universitaires à ce processus.

En janvier 2014, le gouvernement a conclu la délivrance de permis de séjour de longue durée à 3 766 réfugiés et demandeurs d'asile, qui comprenaient des ressortissants du Togo, de la Côte d'Ivoire, du Tchad, du Burundi, de la Syrie, de la République centrafricaine et de la République démocratique du Congo. Par la même occasion, il a officiellement fermé le camp de réfugiés d'Agamey, le seul camp qui abritait encore des réfugiés togolais au Bénin.

En partenariat avec le HCR, il a également aidé au retour librement consenti et en toute sécurité de certains réfugiés dans leur pays d'origine.

Personnes apatrides

Il y a de grandes communautés de personnes apatrides dans huit villages le long de la frontière avec le Niger et le Nigeria. Ces villages ont été rétrocédés suite au règlement de litiges fonciers entre le Bénin, le Niger et le Nigeria. Leurs habitants n'ont pas les documents d'identification nécessaires pour revendiquer la nationalité béninoise.

Section 3. Libre participation au processus politique

La Constitution et la loi donnent aux citoyens la capacité de choisir leur gouvernement au cours d'élections périodiques libres et équitables au suffrage universel et égal, et les citoyens ont pu exercer ce droit.

Élections et participation à la vie politique

Élections récentes : Il y a eu des élections législatives le 26 avril. Elles se sont déroulées dans le calme et de façon vérifiable en dépit d'irrégularités techniques mineures. Les observateurs locaux et internationaux ont déclaré unanimement qu'elles avaient eu lieu dans la paix et l'ordre. Les observateurs ont pris note de certains retards dans l'arrivée des documents de vote dans les bureaux de vote et d'indications de certains manques de formation des agents des bureaux de vote, mais pas d'irrégularités qui feraient douter de l'intégrité fondamentale des élections.

Le 28 juin, après plus de deux ans de retard, les élections locales et municipales tant attendues ont eu lieu dans des conditions généralement libres et équitables en dépit d'irrégularités et de difficultés logistiques mineures, y compris l'omission de certains partis et coalitions sur les bulletins de vote.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

Bien que la loi prévoie des sanctions pénales pour les cas de corruption dans la fonction publique, les pouvoirs publics n'ont pas veillé efficacement à son application et les fonctionnaires se sont parfois livrés à des actes de corruption en toute impunité. La corruption au sein de la police était répandue. La police a continué d'extorquer de l'argent aux voyageurs aux barrages routiers. Il était communément admis, et reconnu par certains membres du personnel judiciaire, que le système judiciaire à tous les niveaux était sensible à la corruption. Selon les derniers Indicateurs de gouvernance dans le monde de la Banque mondiale, la corruption demeurait un problème grave.

Le gouvernement a pris plusieurs mesures durant l'année pour lutter contre la corruption. Le 20 juin, le président a dissout l'Inspection générale d'État parce qu'elle n'avait pas réglé des affaires de corruption et a ensuite créé le Bureau de l'auditeur général pour améliorer l'efficacité. Le 8 juillet, le président a nommé l'ancien conseiller spécial à la gouvernance des entreprises publiques Michel Dognon à la tête du nouveau Bureau de l'auditeur général.

Du 7 au 9 avril, l’Autorité nationale de lutte contre la corruption (ANLC) a tenu un atelier de trois jours à Cotonou sur la corruption et la criminalité transnationale organisée pour accroître les connaissances des parlementaires et des membres de la force publique sur ces crimes et les techniques judiciaires pour mener des poursuites à leur sujet. L’ANLC a également tenu un autre atelier de trois jours à Lokossa du 14 au 16 juillet sur des sujets similaires pour des agents de la police et d’autres services chargés de l’exécution des lois.

Le principal réseau local d’ONG luttant contre la corruption, le Front des organisations nationales contre la corruption (FONAC), a organisé un séminaire régional du 15 au 19 juin à Cotonou sur la criminalité transnationale organisée et la corruption. Quarante participants sont venus de six pays de l’Afrique de l’Ouest pour partager les leçons apprises et les meilleures pratiques.

Le 20 mars, des responsables de l’ANLC ont interrogé le ministre de l’Intérieur Simplicie Codjo au sujet d’allégations concernant le détournement de fonds publics en rapport avec la passation d’un marché public lorsque M. Codjo était adjoint au maire de Dangbo, une ville du sud-est.

Le 4 août, le président a mis en garde les agents de l’immigration et du contrôle des frontières à l’aéroport international Cardinal Bernardin Gantin de Cotonou contre l’extorsion et le harcèlement des passagers. Il a également parlé de mesures renforcées pour éliminer de telles pratiques avec les responsables de la police et des douanes.

Corruption : Le 12 mai, le ministre de l’Énergie et de l’Eau a été obligé de démissionner à cause d’accusations selon lesquelles de hauts responsables de son ministère auraient détourné 2,6 milliards de francs CFA (4,5 millions de dollars É.-U.) de fonds d’aide extérieure des Pays-Bas et de l’Union européenne pour des projets d’assainissement et d’approvisionnement en eau. Les conclusions d’un rapport d’audit d’un cabinet international publiées le 24 juillet impliquaient un membre actuel du parlement qui, lorsqu’il était ministre de l’Énergie et de l’Eau, avait participé à une énorme combine de détournement de fonds mettant en jeu un réseau complexe de responsables du ministère et d’hommes d’affaires privés. Le gouvernement a demandé officiellement à l’Assemblée nationale de lever l’immunité parlementaire de l’ancien ministre et a ouvert des enquêtes sur au moins deux douzaines d’autres personnes nommées dans le rapport. Ces officiels ont été révoqués et ont fait l’objet d’enquêtes pour violation du Code pénal, y compris des lois sur la corruption. Interpol a lancé des mandats internationaux à

l'encontre de deux hommes d'affaires impliqués dans la fraude, qui auraient quitté le pays avant le 13 juillet. Le 20 août, 45 des 83 députés de l'Assemblée nationale ont refusé de lever l'immunité parlementaire de l'ancien ministre, affirmant qu'il n'y avait pas assez d'éléments de preuves de sa culpabilité directe.

Déclaration de situation financière : La loi oblige les responsables publics nommés ou élus à déclarer leurs revenus et leur patrimoine. Ces déclarations ne sont pas rendues publiques. Le 23 juin, l'ANLC a encouragé les députés récemment élus à soumettre leurs déclarations de patrimoine à la Cour suprême conformément à la loi anticorruption. La sanction pour ceux qui ne soumettent pas de déclaration de patrimoine est une amende égale à six fois le salaire mensuel de l'officiel concerné.

Accès du public à l'information : Le 20 mars, le président a promulgué un nouveau Code de l'information et de la communication qui permet d'avoir davantage accès aux informations détenues par le gouvernement et qui précise les mesures administratives et judiciaires pouvant être prises à l'encontre des fonctionnaires qui n'accordent pas cet accès.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme

Plusieurs groupes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme ont généralement fonctionné sans restriction gouvernementale ; ils ont mené leurs enquêtes et publié leurs conclusions sur des dossiers concernant les droits de l'homme. En général, les autorités se sont montrées coopératives et sensibles à leurs points de vue.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Le médiateur national était indépendant et doté de ressources adéquates.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

La Constitution et la loi interdisent la discrimination fondée sur la race, le sexe, le handicap, la langue ou la situation sociale, mais la discrimination sociétale contre les femmes a persisté. Les personnes handicapées étaient désavantagées. Le gouvernement a pris un certain nombre de mesures pour pallier ces problèmes, mais il n'a pas été à même de fournir une réponse globale.

Condition féminine

Viol et violence domestique : La loi interdit le viol, mais son application a été limitée compte tenu de l'inefficacité de la police, de la corruption officielle et des réticences des victimes qui préfèrent ne pas signaler les cas de viol par crainte de stigmatisation sociale et de représailles. Les peines en cas de viol pouvaient aller d'un à cinq ans de prison. Bien que le Code pénal ne fasse pas de distinction entre le viol en général et le viol conjugal, la loi de 2013 portant prévention et répression des violences faites aux femmes interdit explicitement le viol conjugal et prévoit des peines maximales contre quiconque viole son partenaire domestique. La loi de 2011 renforce les dispositions de la législation existante en matière de violences sexistes. En 2013, les centres de promotion sociale du ministère de la Famille, par l'intermédiaire du service d'écoute et d'aide juridique aux victimes de violences sexistes, ont reçu 31 826 cas et sont venus en aide à 13 765 victimes. En raison du manque de formation de la police dans le domaine de la collecte des éléments de preuve liés aux agressions sexuelles, de l'ignorance de la loi et des difficultés intrinsèques que connaissent les victimes pour préserver et présenter les preuves devant le tribunal, les juges ont réduit la plupart des infractions d'ordre sexuel à des délits mineurs.

Le Code pénal interdit les violences au foyer et les peines prévues vont de six à trente-six mois de prison. La violence domestique envers les femmes était néanmoins fréquente. Celles-ci restaient réticentes à l'idée de faire état de leur cas, et les juges et les policiers hésitaient à intervenir dans les différends conjugaux. La section locale de l'ONG régionale, Femmes, Droit et Développement en Afrique-Bénin (WiLDAF/FeDDAF-Bénin), l'Association des femmes juristes du Bénin (AFJB), l'Association des femmes avocates du Bénin (AFAB) et le Groupe d'action pour la justice et l'égalité sociale ont offert une aide sociale, juridique, médicale et psychologique aux victimes de violences domestiques. Le 20 juillet, le WiLDAF/FeDDAF-Bénin a organisé un programme de formation à Ouidah à l'intention des juges, des médecins et des professeurs de droit sur les lois relatives à la violence sexiste et sur les mesures de protection des victimes de la violence sexiste. Avec l'aide d'un donateur international, le WiLDAF/FeDDAF-Bénin a ouvert des centres intégrés de prise en charge des victimes de la violence sexiste à Abomey et Cotonou pour améliorer les services de soutien en fournissant un appui juridique, médical, psychosocial et économique à ces victimes. Au 30 juin, cette activité avait fourni à 470 victimes des services de ce type, assuré la formation de 97 prestataires de services (assistants sociaux, infirmières et sages-femmes) et renforcé un système de prestation de services pour les victimes de la violence sexiste.

La Direction de la Promotion de la femme, sous l'autorité du ministère de la Famille, est chargée de protéger et de promouvoir les droits et le bien-être des femmes. En août, le ministère de la Famille a reçu 20 millions de francs CFA (34 662 dollars É.-U.) de la part d'un donateur international pour mener des campagnes de sensibilisation du public sur la violence sexiste et des formations sur les droits des femmes dans les départements du sud du pays.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : Les MGF/E sont interdites par la loi, laquelle prévoit des sanctions contre la pratique de cette procédure, y compris des peines allant jusqu'à dix ans de prison et des amendes à hauteur de six millions de francs CFA (10 398 dollars É.-U.). Cependant, des MGF/E ont été pratiquées et elles étaient rarement réprimées compte tenu du code du silence associé à ce crime. Toute personne ayant connaissance d'un cas de MGF/E et s'abstenant de le signaler était passible d'une amende de 50 000 à 100 000 francs CFA (87 à 173 dollars É.-U.). Les MGF/E étaient pratiquées sur les filles et les femmes jusqu'à leur trentième année, la plupart des cas concernant toutefois des fillettes de moins de 13 ans, et de moins de 5 ans pour moitié. Le mode de MGF/E le plus souvent pratiqué relevait du Type II, soit l'ablation totale du clitoris avec ou sans ablation totale des petites lèvres. Cette pratique était surtout circonscrite aux régions rurales reculées du nord. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le pourcentage des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont subi une MGF/E était de 7 % et la prévalence parmi les filles de moins de 14 ans était de 0,3 %. Ce chiffre était plus élevé dans certaines régions, surtout les départements du nord, y compris l'Alibori et la Donga (48 %) et le Borgou (59 %), et chez certains groupes ethniques. Chez les Bariba et les Peuls (Foulanis), plus de 70 % des femmes et des filles avaient subi une MGF/E et chez les Yoa-Lokpa, 53 %. Les femmes plus jeunes risquaient moins d'être excisées que leurs aînées. Les personnes qui pratiquaient la procédure, en général des femmes plus âgées, en tiraient un profit.

Les ONG ont continué d'éduquer les communautés rurales sur les dangers que représente la MGF/E et de reconverter les exciseuses à d'autres activités. Le gouvernement, de concert avec des ONG et des partenaires internationaux, a fait des progrès en matière de sensibilisation du public quant aux dangers de cette pratique. Le ministère de la Famille a continué sa campagne d'éducation, qui comprenait des conférences dans les écoles et les villages, des débats avec les autorités religieuses et coutumières, et l'affichage de banderoles éducatives. Les ONG ont également parlé de ce problème dans les langues locales sur les stations de radio locales.

Autres pratiques traditionnelles néfastes : Les mariages forcés et les rites de veuvage, comme celui de forcer la veuve à s'allonger près de la dépouille de son mari décédé et à se remarier avec le frère de l'époux défunt (lévirat), se produisaient dans certaines régions.

Harcèlement sexuel : Bien que la loi interdise le harcèlement sexuel et offre une protection aux victimes, il était courant, particulièrement le harcèlement des jeunes filles des écoles et des universités par leurs enseignants de sexe masculin. Les personnes condamnées pour harcèlement sexuel sont passibles d'un à deux ans de prison et d'amendes allant de 100 000 à un million de francs CFA (173 à 1 733 dollars É.-U.). La loi prévoit aussi des sanctions pour les personnes qui ont connaissance d'un cas de harcèlement sexuel, mais ne le signalent pas aux autorités. Cependant, les victimes signalaient rarement les cas de harcèlement parce qu'elles redoutaient l'opprobre de la société et les représailles, et les procureurs et les policiers n'avaient ni les connaissances juridiques, ni les capacités nécessaires pour poursuivre les coupables dans ces affaires. Bien que les lois interdisant le harcèlement sexuel n'aient pas été fréquemment appliquées, les juges ont eu recours à d'autres dispositions du Code pénal pour traiter les cas de violences sexuelles sur la personne de mineurs.

Droits génésiques : Les couples et les individus ont le droit de décider du nombre de leurs enfants, ainsi que de l'espacement et du moment de leur naissance, d'être responsables de leur santé génésique et de disposer des informations et des moyens de le faire sans discrimination, coercition ou violence.

Selon l'Organisation mondiale de la Santé, le Fonds des Nations Unies pour la Population, l'UNICEF et la Banque mondiale, en 2013, le taux de mortalité maternelle était de 340 décès pour 100 000 naissances vivantes. Les facteurs contribuant à ce taux élevé étaient les accouchements sans aide médicale adéquate, le manque d'accès aux soins obstétricaux d'urgence et le manque d'hygiène au cours de l'accouchement. Environ 30 % des femmes avaient un besoin non satisfait de services de planification familiale, et le taux de grossesse chez les adolescentes était de 98 pour 1 000 jeunes femmes âgées de 15 à 19 ans de 1999 à 2012. Les facteurs influençant la faible utilisation de moyens de contraception et les taux de grossesse précoce incluaient l'analphabétisme et le manque d'accès aux informations sur la santé génésique dans les zones rurales. Selon le Fonds des Nations Unies pour la Population, seulement 10 % des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans utilisaient une méthode moderne de contraception.

Discrimination : Bien que la Constitution garantisse l'égalité des femmes dans les domaines politique, économique et social, les femmes ont fait l'objet d'une discrimination répandue à cause des attitudes sociétales et de la résistance au changement de comportements. Elles se sont heurtées à la discrimination dans leur quête pour un emploi, un crédit, un salaire égal à celui des hommes, ainsi que pour devenir propriétaire d'entreprises ou en gérer (voir la section 7.d.).

Le Code des personnes et de la famille interdit toute discrimination contre les femmes en matière de mariage et leur donne un droit égal à l'héritage. Toutefois, la loi portant Code de la nationalité est discriminatoire à l'égard des femmes.

Dans les zones rurales, les femmes jouaient en général un rôle subordonné et assumaient la majeure partie du dur labeur dans les exploitations agricoles de subsistance. Le gouvernement et les ONG ont poursuivi les efforts de sensibilisation du public sur le droit des femmes à l'héritage et à la propriété, et leurs droits accrus quant au mariage, y compris l'interdiction du mariage forcé, du mariage d'enfants et de la polygamie.

L'État a continué d'accorder des microcrédits aux pauvres, surtout aux femmes des zones rurales, pour les aider à développer des activités génératrices de revenus. Il a accordé des crédits et des prêts à des femmes chefs d'entreprises.

Enfants

Enregistrement des naissances : La nationalité s'acquiert par la naissance sur le territoire national et par filiation paternelle. Un enfant né d'un père béninois est automatiquement béninois, tandis qu'un enfant né d'une mère béninoise est béninois uniquement lorsque le père de l'enfant est inconnu, n'a pas de nationalité connue ou est également béninois. Le manque de déclaration des naissances a surtout été observé dans les régions rurales, souvent en raison du manque de connaissance des procédures par les parents ou parce que ceux-ci n'avaient pas les moyens de payer les frais associés à la délivrance d'actes de naissance. Ceci pouvait entraîner le refus de services publics tels que l'éducation et les soins de santé.

Le 15 janvier, le ministre de l'Intérieur a procédé au lancement d'une campagne nationale de l'état civil de deux semaines afin de sensibiliser les parents à l'enregistrement de la naissance de leurs enfants. Du 13 au 19 mai, des fonctionnaires du Service des droits de l'homme du ministère de la Justice ont parcouru les départements du Zou et du Couffo dans le centre et le sud-est et ceux

du Borgou et de l'Alibori dans le nord-est pour discuter avec des représentants d'ONG, des autorités locales et des enseignants d'initiatives visant à accroître l'enregistrement des naissances dans ces régions. Plusieurs bailleurs de fonds ont administré des programmes visant à accroître le nombre des enfants déclarés. Par exemple, l'UNICEF a continué de soutenir la campagne du gouvernement visant à enregistrer chaque naissance et à délivrer un acte de naissance aux personnes qui n'avaient pas pu en obtenir un à leur naissance.

Éducation : L'éducation primaire était obligatoire pour tous les enfants âgés de six à 11 ans. L'éducation était gratuite pour tous les élèves des écoles primaires publiques et pour les filles en classe de troisième, mais il était fréquent de voir les parents payer volontairement les frais de scolarité de leurs enfants, car de nombreuses écoles manquaient de fonds. Les filles n'avaient pas les mêmes chances de s'instruire que les garçons et le taux d'alphabétisation des femmes était d'environ 18 %, contre 50 % pour les hommes. Dans certaines régions du pays, les filles ne recevaient aucune éducation formelle. Selon l'UNICEF, le taux net d'inscription dans les écoles primaires en 2011-2012 était d'environ 79 % pour les garçons et 73 % pour les filles. Le taux d'inscription dans les écoles secondaires était 53 % pour les garçons et 42 % pour les filles.

Maltraitance des enfants : Des enfants ont été victimes de nombreux types de maltraitements, y compris le viol, le harcèlement sexuel et l'enlèvement. Le 26 janvier, l'Assemblée nationale a adopté le Code de l'enfant longtemps attendu, qui interdit toute une série de pratiques néfastes comme le mariage forcé, les sévices sexuels, les MGF/E, la traite, l'exploitation par le travail, l'infanticide, la détention illégale et prolongée, la grossesse précoce et la mendicité. Le code établit également des règles pour les adoptions nationales et internationales, les soins de santé pour les enfants, et les enfants apprentis. Il prévoit de lourdes amendes et peines pouvant aller jusqu'à la réclusion à perpétuité pour ceux qui sont jugés coupables de ces infractions. L'Office central de protection des mineurs à Cotonou a arrêté des suspects qu'il a déferés aux autorités judiciaires.

En 2014, le gouvernement, en association avec des ONG, a fourni des services à 7 057 victimes identifiées de l'exploitation économique, de violences et de la traite, 63 % de ces victimes étant des filles. Avec l'aide de travailleurs sociaux du gouvernement et d'ONG, 68 % des victimes prises en charge ont été rendues à leurs familles.

Mariage forcé et précoce : La loi interdit le mariage avant 18 ans, mais permet le mariage de mineurs (14 à 17 ans) avec le consentement des parents, le

consentement des mineurs concernés et l'autorisation d'un juge. Une Enquête par grappes à indicateurs multiples de 2014 financée par l'UNICEF et l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique a indiqué que 8,8 % des femmes et 1,4 % des hommes âgés de 15 à 49 ans étaient mariés ou vivaient en concubinage avec quelqu'un du sexe opposé avant l'âge de 15 ans. La proportion des femmes de 20 à 49 ans qui étaient mariées ou qui vivaient en concubinage avec quelqu'un du sexe opposé avant 18 ans était de 31,7 %, et la proportion des hommes de la même tranche d'âge était de 6,1 %. Les mariages précoces et forcés incluaient des mariages par échange et des mariages par rapt. En 2013, les centres de promotion sociale du ministère de la Famille ont enregistré 575 cas de mariage forcé d'enfants. Dans le cadre du mariage forcé, la tradition veut que le futur époux enlève et viole sa future épouse mineure. Cette pratique était très répandue dans les régions rurales malgré les efforts du gouvernement et des ONG pour y mettre fin au moyen de séances d'information sur les droits des femmes et des enfants. Des ONG locales ont signalé que certaines communautés dissimulaient cette pratique. Le 16 juin, le ministère de la Famille a organisé une réunion de haut niveau pour discuter des actions entreprises par le gouvernement pour éliminer le mariage précoce et forcé. En octobre 2014, le gouvernement a approuvé une Politique nationale de protection de l'enfant élaborée sous les auspices de l'UNICEF qui précise les principales stratégies de prévention visant à s'attaquer et réagir à diverses formes d'exploitation et de violences à l'encontre des enfants, y compris le mariage précoce et forcé.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : Veuillez consulter les informations portant sur les filles de moins de 18 ans dans la section sur la condition féminine ci-dessus.

Exploitation sexuelle des enfants : Le Code pénal prévoit des peines en cas de viol, d'exploitation sexuelle, de corruption de mineurs, de proxénétisme et de facilitation de la prostitution, et prévoit des peines plus sévères lorsque les victimes ont moins de 15 ans. La loi réprimant la traite des enfants prévoit des sanctions contre toutes les formes de traite des enfants, y compris la prostitution des enfants. Les individus impliqués dans la prostitution des enfants, dont ceux qui la facilitent et ceux qui y recourent, sont passibles de peines de prison allant de deux à cinq ans et d'amendes d'un million à dix millions de francs CFA (1 733 à 17 331 dollars É.-U.). La loi n'interdit pas spécifiquement la pédopornographie. L'âge minimum de fait pour des relations sexuelles consenties est de 18 ans.

La prostitution des enfants a continué dans certaines régions. Certains enfants, notamment les enfants des rues, se livraient à la prostitution pour survivre sans

l'implication d'un adulte. Le Code pénal interdit la prostitution des enfants, mais son application était limitée, et l'exploitation sexuelle commerciale des enfants s'est produite. Des cas de tourisme sexuel pédophile, impliquant des garçons aussi bien que des filles, ont été signalés dans le département du Mono et les zones côtières du Bénin. Selon un rapport de 2009 sur l'exploitation sexuelle commerciale des enfants dans onze communes, 43,2 % des enfants interrogés (âgés de 12 à 17 ans) qui se livraient à la prostitution étaient aussi victimes de l'exploitation sexuelle commerciale.

Par la pratique traditionnelle du vidomègon (qui signifie littéralement « enfant placé »), des enfants pauvres, venant en général de zones rurales, sont placés chez des familles plus riches pour qu'ils aient des possibilités d'éducation ou de formation professionnelle et un meilleur niveau de vie ; cependant, des abus se sont produits, sous la forme notamment de longues heures de travail forcé, de manque de nourriture et d'exploitation sexuelle (voir la section 7.c.).

Les tribunaux pénaux ont infligé des peines sévères aux personnes condamnées pour crimes contre des enfants, mais nombre de ces affaires ne sont jamais arrivées jusqu'aux tribunaux en raison du manque de connaissance de la loi et des droits des enfants, du manque d'accès aux tribunaux, ou de la peur de l'intervention de la police.

Infanticide ou infanticide d'enfants handicapés : En dépit de grandes campagnes menées par des ONG, les pratiques traditionnelles consistant à tuer des bébés qui sont atteints d'une difformité, qui se sont présentés par le siège ou dont la mère meurt en couches, ou l'un des deux nouveau-nés d'une paire de jumeaux (considérés comme étant des sorciers) se sont poursuivies dans le nord du pays.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le Bénin n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

Antisémitisme

Il n'existait pas de communauté juive connue et il n'a pas été signalé d'actes antisémites.

Traite des personnes

Veillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

Personnes handicapées

La loi n'interdit pas explicitement la discrimination à l'encontre des personnes atteintes de handicaps physiques, sensoriels, intellectuels ou mentaux dans le domaine de l'éducation ou l'accès aux soins de santé et à d'autres services publics, mais elle stipule que l'État prend soin des personnes handicapées. Il n'y avait pas d'obligations légales quant à la construction ou l'aménagement de bâtiments pour en faciliter l'accès aux personnes handicapées. La législation est de nature générale et elle porte sur l'égalité, l'équité et la non-discrimination à l'égard de tous les citoyens. Toutefois plusieurs lois, dont le Code du travail, le Code de la sécurité sociale, le Code des personnes et de la famille et la loi de 2011 portant règles générales pour les élections, contiennent des références spécifiques aux personnes handicapées. Il existe également une Politique nationale pour la protection et l'intégration des personnes handicapées. Toutefois, les enfants souffrant de handicaps mentaux, visuels et physiques ont continué de connaître l'exclusion sociale et ils n'avaient pas accès au système éducatif régulier.

Le gouvernement n'administrerait que quelques établissements pour aider les personnes handicapées. La Direction de la réadaptation et de l'intégration des personnes handicapées, relevant du ministère de la Famille, coordonnait l'aide aux personnes handicapées par l'intermédiaire du Fonds d'appui à la réadaptation et à l'intégration des personnes handicapées (le Fonds Arip). À Cotonou les 14 et 15 juillet, le ministère de la Famille, de concert avec des associations de personnes handicapées, a tenu un atelier pour approuver des plans d'action provisoires dans le cadre de la Politique nationale pour la protection et l'intégration des personnes handicapées. Le 19 octobre, ce même ministère a donné des cannes blanches et des tricycles et offert des bourses à 115 personnes handicapées dans les départements de l'Atlantique et du Littoral.

Actes de violence, discrimination et autres mauvais traitements fondés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

Il n'existe aucune loi criminalisant explicitement l'activité sexuelle consensuelle entre personnes de même sexe. Il n'a pas été fait état d'affaire pénale ou civile portant sur des conduites sexuelles entre personnes de même sexe consentantes ni de discrimination sociétale ou de violence fondée sur l'orientation sexuelle. Bien que le comportement homosexuel fût découragé sur le plan social, celui-ci n'a pas fait l'objet de poursuites. Des citoyens en nombre croissant ont ouvertement déclaré leur orientation sexuelle ou identité de genre, mais la communauté

lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre et intersexuée (LGBTI) est demeurée essentiellement désorganisée et cachée. Avec le soutien d'une organisation LGBTI régionale, 30 membres de communautés LGBTI du Bénin et du Togo se sont réunis du 15 au 17 avril à Cotonou pour discuter des problèmes relatifs aux conditions et droits des LGBTI.

Autres formes de violence ou de discrimination sociale

En général, la police n'a rien fait dans le cas d'agressions par des groupes d'autodéfense et il s'est produit d'autres incidents de violence collective, en partie à cause de l'incapacité perçue des tribunaux locaux à punir les criminels de façon adéquate. Dans ces situations, il s'agissait en général de foules qui ont tué ou blessé grièvement des criminels présumés, en particulier des voleurs pris en flagrant délit. Par exemple, pendant la nuit du 16 septembre, des habitants du quartier Avotrou de Cotonou ont passé à tabac et brûlé vif un homme qui aurait tenté de défoncer à coups de pieds la porte d'une maison individuelle pour voler une moto garée dans la maison. Des policiers se sont rendus sur les lieux, mais n'ont pas fait d'enquête ni d'arrestations.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La loi donne aux travailleurs, à l'exception de certains fonctionnaires et employés du secteur public, le droit de former des syndicats indépendants et d'y adhérer, mais ils doivent avoir une autorisation préalable. Les nouveaux syndicats doivent se faire enregistrer auprès du ministère de l'Intérieur, procédure qui prend trois mois, s'ils ne veulent pas encourir une amende. La loi ne fixe pas de critères clairs pour l'acceptation ou le refus de cet enregistrement. L'enregistrement officiel peut également être refusé sans possibilité de recours devant un tribunal indépendant. Selon la loi, une fédération syndicale doit se composer d'au moins cinq syndicats d'entreprise du même secteur ou de la même branche d'activité. En outre, la loi exige qu'une confédération syndicale soit constituée d'au moins trois fédérations syndicales de différents secteurs ou branches d'activité. Seules les confédérations syndicales peuvent avoir une affiliation au niveau national ou international.

La loi confère le droit d'entreprendre des négociations collectives. Elle précise que les conventions collectives se négocient au sein d'une commission paritaire composée de représentants d'un ou de plusieurs syndicats et d'une ou de plusieurs associations d'employeurs. Un inspecteur du travail, assisté d'un secrétaire et d'un

ou deux rapporteurs, préside la commission. Le ministre du Travail dispose de l'autorité nécessaire pour déterminer quels syndicats peuvent être représentés lors de la négociation au niveau de l'entreprise. Celui-ci a le pouvoir d'élargir le champ d'application d'une convention collective. La loi impose la conciliation obligatoire et/ou l'arbitrage contraignant dans le cas de différends au cours de négociations collectives dans tous les secteurs, y compris ceux des « services non essentiels ».

La loi garantit le droit de faire la grève, mais sur obtention d'une autorisation préalable. Le Code de la marine marchande accorde aux marins le droit de s'organiser, mais ils n'ont pas le droit de faire grève.

La loi stipule que les fonctionnaires et les employés des entreprises privées, publiques et semi-publiques qui fournissent des services essentiels doivent maintenir un service minimum en temps de grève. La loi identifie les « services essentiels » sur une base discrétionnaire. Elle les définit comme étant ceux portant sur la santé, la sécurité, l'énergie, l'eau, les transports aériens et les télécommunications. Les travailleurs doivent fournir un préavis de trois jours avant de faire grève et informer les autorités de la durée prévue de la grève. Les autorités peuvent déclarer une grève illégale si elles jugent, par exemple, qu'elle menace la paix sociale et l'ordre public et elles peuvent réquisitionner des grévistes afin de maintenir des services minimums. L'État peut interdire une grève au motif qu'elle menace l'économie ou l'intérêt national. Des lois interdisent aux employeurs d'exercer des représailles contre des grévistes, mais une entreprise peut retenir une partie du salaire d'un travailleur pour fait de grève.

La loi interdit la discrimination antisyndicale et exige des employeurs qu'ils réintègrent les travailleurs licenciés pour activités syndicales. Les employeurs ne peuvent pas tenir compte de l'appartenance à un syndicat ou des activités syndicales d'un travailleur au moment de l'embauche, de la répartition des tâches, de la formation professionnelle ou technique, ou du licenciement. Outre certains fonctionnaires et employés du secteur public, les employés de maison, les travailleurs agricoles, les travailleurs migrants et ceux des zones franches d'exportation sont exclus des protections pertinentes qu'offre la loi.

Les travailleurs ont discuté de questions liées au travail avec les employeurs par l'intermédiaire de la Commission nationale de concertation et de négociations collectives. Cette dernière s'est réunie à plusieurs reprises et a rencontré des représentants du gouvernement durant l'année afin de discuter des revendications des salariés et proposer des solutions. Des informations quant à l'effet dissuasif des mesures correctives et des sanctions n'étaient pas disponibles.

En général, le gouvernement a respecté le droit des travailleurs de former des syndicats indépendants et d'y adhérer ainsi que le droit à la négociation collective. À l'exception des employés de la marine marchande, les travailleurs ont exercé leur droit de grève. Des fonctionnaires se sont mis en grève tout au long de l'année. Le gouvernement n'a pas fait respecter la loi efficacement, en particulier dans le secteur informel et pour ce qui est des dispositions portant sur la discrimination antisyndicale et la réintégration. Des rapports ont signalé que des employeurs auraient menacé des employés de licenciement pour activité syndicale. Aucune violation relative aux droits de négociation de conventions collectives n'a été signalée.

Pendant toute l'année, l'Union nationale des magistrats du Bénin (UNAMAB) et le Syndicat national des travailleurs de la justice et assimilés du Bénin (SYNTRAJAB) ont fait plusieurs fois la grève pour protester contre le non-paiement par le gouvernement de leurs indemnités de services judiciaires, d'arriérés de salaires et d'autres avantages complémentaires. Le 8 septembre, l'UNAMAB a également fait grève pour exiger du gouvernement qu'il arrête ce que les magistrats appelaient le processus clandestin de recrutement de 40 auditeurs de justice.

Le 12 août, les dirigeants de confédérations et de centrales syndicales ont discuté avec le président de l'Assemblée nationale de deux projets de loi présentés par le gouvernement qui limiteraient les droits syndicats, surtout la Loi N° 2001-09 du 21 juin sur l'exercice du droit de grève et la Loi N° 2001-35 de février 2003 sur le statut de la magistrature.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

Le Code du travail n'interdit pas toutes les formes de travail forcé ou obligatoire, y compris par les enfants, et prévoit des peines de prison assorties de travaux forcés. La loi permet aux autorités d'ordonner aux conscrits de l'armée d'accomplir des tâches qui ne sont pas de nature purement militaire. Des lois régissant divers actes ou activités liés au droit d'exercer la liberté d'expression permettent l'imposition de peines de prison comportant l'obligation d'accomplir un travail de réhabilitation sociale.

Le travail forcé s'est produit, concernant principalement la servitude domestique et le travail servile des enfants. Il y avait des cas de travail forcé surtout dans les secteurs de l'agriculture (le coton et l'huile de palme), de l'exploitation minière artisanale, des carrières, de la pêche, du commerce et du bâtiment. De nombreux

trafiquants étaient des membres de la famille ou des connaissances de leurs victimes, les exploitant en vertu du système traditionnel du vidomègon, dans lequel des parents placent leurs enfants chez des membres plus riches de leur famille pour les faire travailler pour eux, principalement en zone urbaine (voir la section 6).

Veillez également consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

Le Code du travail interdit l'emploi ou l'apprentissage dans les entreprises d'enfants âgés de moins de 14 ans. Toutefois, les enfants de 12 à 14 ans peuvent effectuer des travaux domestiques et des travaux saisonniers temporaires ou légers si cela ne les empêche pas de poursuivre leur scolarité obligatoire. Le Code du travail interdit le travail de nuit des travailleurs de moins de 18 ans, sauf si une dispense spéciale est accordée par le gouvernement en consultation avec le Conseil national du travail. Les travailleurs de moins de 18 ans ont droit à un repos de 12 heures consécutives au minimum qui doit inclure la nuit. Le Code du travail dresse une liste comprenant 22 métiers et 74 activités dangereuses connexes interdits aux jeunes de moins de 18 ans.

Les lois n'étaient pas appliquées de manière efficace. La Direction du Travail, qui relève du ministère du Travail et de la Fonction publique, a fait appliquer le Code du travail seulement dans le secteur formel en raison du manque d'inspecteurs. Le chiffre indiquant le nombre total d'inspections réalisées durant l'année n'était pas disponible. Les sanctions pour violations des lois étaient suffisamment strictes pour être dissuasives ; elles comprenaient des amendes allant de 140 000 à 350 000 francs CFA (243 à 607 dollars É.-U.), des peines de deux mois à un an de prison, ou les deux.

Malgré leurs capacités limitées pour faire respecter les lois sur le travail des enfants, les autorités ont continué de prendre des mesures pour faire connaître aux parents les dispositions du Code du travail et empêcher le travail obligatoire des enfants, notamment par l'intermédiaire de campagnes dans les médias, d'ateliers régionaux et de déclarations publiques sur les problèmes liés au travail des enfants. Ces initiatives s'inscrivaient dans le cadre du programme de sensibilisation de la Direction du Travail concernant les pratiques traditionnelles. L'État a également collaboré avec un réseau d'ONG et de journalistes pour sensibiliser la population aux problèmes du travail des enfants et de la traite des enfants. Les ministères du Travail, de la Famille et de la Justice ont appuyé le renforcement des capacités des

responsables et des organismes chargés de faire respecter les lois sur le travail des enfants. Le gouvernement, en association avec l'UNICEF, a donné une formation à des travailleurs sociaux employés par le gouvernement ou des ONG dans des communautés locales. Pendant l'année, les autorités ont poursuivi en justice des auteurs de violations des lois sur le travail des enfants en rapport avec la traite des enfants. Le 3 mars, à Parakou dans le nord du Bénin, des gendarmes ont arrêté une personne soupçonnée de traite de personnes pour avoir amené deux filles mineures à Kosubosu, au Nigeria, pour qu'elles y travaillent comme employées de maison. Le suspect aurait été emprisonné pendant que se poursuivait l'enquête sur sa participation présumée à un réseau de traite des personnes.

Le travail des enfants a continué de poser problème, en partie en raison des moyens limités dont disposent les autorités pour faire respecter les lois. Pour aider à subvenir aux besoins de leurs familles, des enfants des deux sexes, y compris des enfants qui n'ont parfois que sept ans, ont continué à travailler dans des fermes familiales, dans de petites entreprises, sur des chantiers de construction en zone urbaine, comme vendeurs ambulants sur les marchés et comme domestiques par la pratique du vidomègon. En vertu du vidomègon, beaucoup de parents habitant dans des régions rurales ont envoyé leurs enfants chez des parents ou des amis en ville pour travailler comme domestiques en échange d'une éducation. Les familles d'accueil ne respectaient pas toujours leurs engagements, et la maltraitance et le travail forcé des enfants employés de maison ont posé problème. La situation de ces enfants était souvent caractérisée par de longues heures de travail, une alimentation insuffisante et l'exploitation sexuelle, autant d'indications du travail forcé et de l'exploitation d'enfants en état de servitude domestique. Parfois, les revenus provenant des activités de l'enfant étaient partagés entre ses parents et la famille urbaine qui l'élevait. Jusqu'à 95 % des enfants placés en vidomègon étaient des fillettes. Plusieurs ONG locales ont mené des campagnes d'éducation et de sensibilisation du public pour réduire cette pratique.

La majorité des enfants travaillant comme apprentis n'avaient pas atteint l'âge légal de 14 ans pour l'apprentissage, notamment dans les secteurs du bâtiment, de la réparation d'autos et de motos, de la coiffure et de la couture. Dans de nombreuses régions, des enfants travaillaient comme manœuvres avec des adultes dans les carrières, et leur travail pouvait inclure le broyage du granit. Des enfants étaient parfois forcés de vendre des marchandises et de mendier, et des enfants des rues se sont livrés à la prostitution (voir la section 6). Des enfants de moins de 14 ans travaillaient dans les secteurs formel et informel dans les activités suivantes : agriculture, chasse et pêche, industrie, bâtiment et travaux publics,

commerce et vente dans les rues, alimentation et boissons, transports et d'autres services, notamment travaux domestiques.

Au Bénin, l'enseignement primaire n'est obligatoire que pendant six ans, c'est-à-dire jusqu'à ce que les enfants aient 11 ans. Étant donné que l'âge minimum d'admission à l'emploi est 14 ans, les enfants de 12 et 13 ans sont particulièrement vulnérables aux pires formes de travail des enfants, car ils peuvent avoir terminé leurs études primaires, mais ils n'ont pas le droit de travailler.

Certains parents ont signé des contrats à long terme pour leurs enfants avec des « agents » qui recrutaient des ouvriers agricoles ou des domestiques, étant souvent entendu que le salaire des enfants serait versé aux parents. Dans certains cas, ces agents ont emmené les enfants dans des pays voisins tels que le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Ghana pour les faire travailler.

Veillez également consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/ et les *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants* du département du Travail à l'adresse suivante : www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/findings/.

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

La Constitution et le Code du travail interdisent la discrimination en matière d'emploi et de profession fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'origine nationale, la citoyenneté, l'origine sociale et le handicap. En revanche, la loi n'interdit pas explicitement la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, la séropositivité au VIH et le fait d'avoir d'autres maladies transmissibles. Dans l'ensemble, le gouvernement a fait respecter les lois et réglementations dans les faits. Les femmes ont fait l'objet d'une importante discrimination en raison des attitudes sociétales et de la résistance au changement de comportement (voir la section 6). La discrimination relative à l'emploi a continué de se manifester dans le secteur privé et le secteur public. Selon l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique, le taux d'emploi était de 73 % pour les hommes et 69,2 % pour les femmes en 2011.

Le Code du travail comprend des dispositions visant à protéger les droits des travailleurs handicapés, et ces dispositions ont été appliquées avec une efficacité limitée.

La Direction du Travail, relevant du ministère du Travail et de la Fonction publique, ainsi que le ministère de la Famille sont chargés de protéger les droits des personnes handicapées.

En août 2014, le président d'une association pour le bien-être des personnes handicapées a publié une lettre ouverte au président Boni Yayi dénonçant toutes les formes de discrimination et d'exclusion dont sont victimes les personnes handicapées dans les domaines de l'éducation et de l'emploi. Celui-ci a également demandé au président de publier un décret exigeant le recrutement de 500 personnes handicapées dans l'administration publique, dans un esprit d'égalité des chances à l'emploi. Les travailleurs migrants jouissaient des mêmes protections que celles accordées par la loi aux citoyens et des mêmes dispositions en matière de salaire et de conditions de travail.

e. Conditions de travail acceptables

Le gouvernement fixe l'échelle des salaires minimums pour un certain nombre d'emplois. En avril 2014, il a relevé le salaire minimum mensuel, le faisant passer de 30 000 francs CFA (52 dollars É.-U.) à 40 000 francs CFA (69 dollars É.-U.).

Le Code du travail établit une semaine de travail de 40 à 46 heures selon le type d'activité et prévoit une période de repos d'au moins 24 heures par semaine. Les employés de maison et les travailleurs agricoles travaillaient souvent 70 heures ou plus par semaine, bien au-delà du maximum de 12 heures par jour ou de 60 heures par semaine prévu par le Code du travail. Celui-ci exige également le paiement des heures supplémentaires à un tarif supérieur et interdit les heures supplémentaires obligatoires en nombre excessif.

Des normes de sécurité et de santé au travail sont également prévues par la loi. Le gouvernement a le pouvoir d'exiger que les employeurs remédient à des conditions de travail dangereuses, mais il ne l'a pas fait de manière efficace. Les dispositions de la loi relatives aux conditions de travail acceptables s'appliquent à tous les travailleurs. Un grand nombre des travailleurs béninois et étrangers n'étaient pas couverts dans la pratique par les barèmes des salaires minimums.

Le ministère du Travail et de la Fonction publique était chargé de faire respecter les dispositions relatives au salaire minimum, à la durée de la semaine de travail et aux normes de sécurité et de santé au travail. Toutefois, il n'a pas veillé efficacement à l'application de ces normes. En général, les autorités ont fait appliquer les limites légales relatives à la durée de la semaine de travail dans le

secteur formel, mais elles n'ont pas concrètement surveillé ou contrôlé les conditions de travail des travailleurs étrangers ou migrants. L'action du gouvernement a été entravée par le petit nombre d'inspecteurs du travail. Il y avait 75 agents chargés de l'application de la législation du travail, dont 56 inspecteurs du travail, 15 administrateurs et 4 contrôleurs du travail. Les 56 inspecteurs n'avaient pas les moyens de réaliser complètement les inspections nécessaires. Bien que les ressources aient été limitées, des inspections aléatoires ont été effectuées au cours de l'année. Les peines encourues pour infractions au Code du travail étaient trop peu sévères pour avoir un effet dissuasif. Les mesures prises par le gouvernement pour dissuader les individus de revendre de l'essence de contrebande en provenance du Nigeria ont été infructueuses. Le gouvernement a aidé les travailleurs du secteur informel en leur accordant des crédits d'expansion de leurs entreprises dans le cadre de son projet de microcrédits pour les pauvres.

Un grand nombre de travailleurs complétaient leurs revenus en pratiquant l'agriculture de subsistance ou le commerce dans le secteur informel. La plupart des salariés du secteur formel gagnaient plus que le salaire minimum ; beaucoup d'employés de maison et de travailleurs du secteur informel gagnaient moins. Les violations des normes de sécurité et de santé au travail se sont surtout produites dans des métiers du secteur informel, y compris la coiffure, la couture, la boulangerie, la mécanique et la menuiserie, où les travailleurs étaient exposés à des risques biologiques, chimiques, physiques et psychologiques. Les enfants en apprentissage dans ces métiers avaient de longues journées de travail et étaient plus vulnérables aux conditions de travail dangereuses. Dans certains ateliers de mécanique et de menuiserie, des enfants travaillaient aux côtés d'adultes pendant que ces derniers manipulaient divers outils et équipements, et certains adultes et enfants manquaient d'équipements de protection adéquats. Selon plusieurs sources, les travailleurs du secteur informel représentaient plus de 90 % de la totalité des travailleurs du pays. Ceux-ci connaissaient de nombreuses difficultés et vulnérabilités, y compris de longues heures de travail et le manque de couverture de sécurité sociale. Ils travaillaient souvent dans des conditions inférieures aux normes et étaient exposés à des risques liés à leur emploi. Aucune donnée sur les accidents et les décès liés au travail n'était disponible.

La loi ne donne pas le droit aux travailleurs de se retirer de conditions de travail dangereuses sans risquer de perdre leur emploi.